

# EDF, les mains rougies par le « charbon de sang » colombien

22 juillet 2016 / [Émilie Massemin \(Reporterre\)](#)



Le 22 juillet est la journée internationale contre la méga-industrie minière. En Colombie, l'exploitation du charbon s'effectue en multipliant les violations des droits de l'homme. EDF compte parmi les clients de ce « *charbon de sang* ».

---

Attaquée dans un café parisien, Maira Mendez Barboza rassemble ses forces. Nous

sommes le 11 mai, la veille de l'assemblée générale d'EDF. La jeune femme est bien décidée à interpeller l'énergéticien français sur ses achats de « *charbon de sang* » aux entreprises minières Drummond et Prodeco/Glencore, accusées de graves violations des droits de l'homme dans le département de Cesar, en Colombie. Les yeux dans le vague, elle se remémore une fois de plus la scène atroce de l'assassinat de son père, syndicaliste et employé de Drummond, le 19 février 2002.

*« Toute la journée de la veille, des voitures ont traversé le village à toute allure, raconte-t-elle. En rentrant du travail à 19 h, mon père nous a rassuré en nous disant qu'il s'agissait de véhicules de Drummond. À 2 h du matin, un groupe de trente paramilitaires est arrivé en criant : "Mendez, tu sors ou on jette une grenade dans la maison et on tue tout le monde !" »* Ses parents, son frère et elle attendent vingt longues minutes dehors que le groupe pille leurs affaires, vêtements et ustensiles de cuisine compris. Sa mère, son frère et elle reçoivent l'ordre de rentrer, mais son père reste sur la terrasse.

*« À un moment, il m'a appelée pour que je lui apporte son portefeuille, poursuit Maira Mendez Barboza. Les paramilitaires étaient en train de l'interroger : depuis combien de temps travaillait-il pour Drummond ? Était-il syndicaliste ? Après mon départ, ils lui ont dit qu'il était une personne indésirable et l'ont menotté. Nous avons entendu des tirs, puis ils sont partis. Avec ma mère, nous sommes sorties précipitamment, avec l'espoir qu'il était en vie, que c'était juste un cambriolage. Mais j'ai vite vu le corps sans vie de mon père, criblé de neuf balles. Ils lui avaient tiré dessus avec des fusils et des 9 mm. J'avais quinze ans »*

## **« Les entreprises déclarent la guerre à la seule organisation syndicale indépendante »**

La série noire ne s'arrête pas là dans la région de Cesar, où le front de paramilitaires Juan Andrés Alvarez aurait été spécialement créé pour agir aux abords des mines et des voies de chemin de fer. *« Un mois après, ils ont assassiné Victor Hugo Orcasita et Valmore Locarno, président et vice-président de la même organisation syndicale*

[Sintramienenergetica, le plus grand syndicat indépendant colombien]. *Puis, quelques mois après, Gustavo Soler, qui avait pris la suite de Victor Hugo Orcasita à la présidence du syndicat.* » Entre 1996 et 2006, quelque 3.100 personnes ont perdu la vie sous les coups des paramilitaires, d'après une [note des Amis de la Terre](#). 55.000 habitants ont fui leurs villages et plus de 300 personnes sont encore portées disparues.

Quel est le lien avec l'Étasunien Drummond et Prodeco, filière colombienne du Suisse Glencore ? L'ONG néerlandaise Pax a mené [l'enquête \(lien en anglais\)](#) pendant plus de deux ans auprès d'anciens paramilitaires : au moins neuf d'entre eux ont témoigné de liens entre leurs fronts et les entreprises minières. « *Installées en zone de conflit, ces entreprises ont attiré les paramilitaires pour assurer leur sécurité* », analyse Maina van der Zwan, de l'ONG Pax. Selon l'organisation néerlandaise, Prodeco aurait payé plus de 900.000 dollars à des paramilitaires via un fournisseur alimentaire, au moyen notamment de notes de frais gonflées.



Maina van der Zwan, de l'ONG Pax.

Ces découvertes n'étonnent pas Maira Mendez Barboza : « *Au début, mon père aimait bien son travail. Mais ses collègues et lui n'osaient pas trop commenter les choses non conformes dans l'entreprise quand ils mangeaient à la cantine, parce que les paramilitaires étaient là. Mon père nous racontait que, parfois, les paramilitaires*

*l'interpellaient au sein même de l'entreprise. »*

Comment la situation a-t-elle évolué depuis la démobilisation de 2006 ? « *Les victimes n'ont obtenu aucune réparation de la part des entreprises, regrette la Colombienne. Nous continuons à être victimisées et menacées par des groupes paramilitaires comme Los Rastrojos et Aguilas Negras. Il y a deux semaines, le syndicat auquel appartenait mon papa a de nouveau été menacé.* » Les conditions de travail resteraient très difficiles : « *Les salariés sont obligés de venir quand ils sont malades et doivent rester dans des sortes de conteneurs, décrit Maina van der Zwan. Il y a aussi de graves problèmes du côté des sous-traitants. Les syndicats des entreprises ne sont pas indépendants, et les entreprises déclarent la guerre à la seule organisation syndicale indépendante.* »

## Une entreprise danoise a suspendu ses achats de charbon colombien

La pollution causée par les mines n'améliore pas la situation. « *Il y a beaucoup de poussière, les niveaux d'eau sont bas et contaminés* », explique Maina van der Zwan. Maira Mendez Barboza, qui vit toujours dans le petit village de Cruce de Chigiguana, dans le département de Cesar, avec son fils de dix ans, sa mère, son frère et le reste de la famille, peut en témoigner : « *L'air et l'eau sont pollués. Quand mon père travaillait, il se rendait bien compte que les employés tombaient malades. Même chez les habitants, on constate des malformations chez les enfants, des cancers de la peau et des poumons.* »

Pour les Amis de la Terre et l'ONG Pax, c'est clair : les entreprises européennes qui achètent la plus grosse partie du charbon produit à Cesar, parmi lesquelles EDF, doivent cesser au plus vite leurs importations et s'assurer que Prodeco/Glencore et Drummond s'engagent à ce que justice soit faite pour les familles des victimes. « *L'idée est que la sortie du charbon se fasse de la manière la plus responsable possible, de sorte que les victimes de ces violations des droits de l'homme obtiennent réparation* », insiste Maina van der Zwan. Et suivre ainsi l'exemple de l'entreprise énergétique danoise Dong, qui a

annoncé en avril dernier la suspension de ses contrats avec Prodeco/Glencore, quelques années après avoir suspendu ses relations avec Drummond pour des raisons éthiques.



Image de la campagne photographique de l'ONG Pax, en 2015, sur les conditions d'exploitation du «charbon de sang» du département de Cesar, en Colombie.

Pour l'instant, leurs efforts ne sont guère concluants. « EDF n'a pas démenti son approvisionnement en charbon auprès des entreprises colombiennes, indiquent les Amis de la Terre dans leur note. Dans une lettre datée du 30 mars 2016 et adressée au directeur général de l'ONG pour la paix Pax, la vice-présidente du développement durable d'EDF reconnaît la sensibilité du charbon colombien, mais se retranche derrière la participation d'EDF et EDF Trading à l'initiative Bettercoal », censée « améliorer les performances éthiques, sociales et environnementales des mines de charbon ». Une initiative du secteur privé, fondée sur une démarche volontaire et qui ne prévoit aucun mécanisme de sanction, dénonce l'ONG...

Interpellé jeudi 12 mai lors de l'assemblée générale d'EDF, le PDG, Jean-Bernard Lévy, tout en reconnaissant le drame vécu par la famille de Maira Mendez Barboza, a dit ne pas

voir le lien entre EDF et les exactions commises dans la région de Cesar.

---

► Infos sur la [Journée internationale contre la méga-industrie minière](#)

**Lire aussi :** [La loi sur la responsabilité internationale des entreprises est adoptée](#)

**Source :** Émilie Massemin pour *Reporterre*

**Photos :**

. chapô : Maira Mendez Barboza tenant une photographie de son père. © Les Amis de la Terre

. campagne de l'ONG Pax : © Daniel Maissan

. van des Zwan : © Émilie Massemin/*Reporterre*

- Emplacement : [Accueil](#) > [Info](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/EDF-les-mains-rougies-par-le-charbon-de-sang-colombien>